

The press review

1-15 December 2014

Prepared by Transparency International Luxembourg

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournis à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au secretariat@transparency.lu.

Information importante « hotline anti-corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email info@transparency.lu ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

NATIONAL NEWS



Luxemburger Wort

A la lumière du scandale "LuxLeaks"

Paris, Berlin et Rome dénoncent l'optimisation fiscale



Le ministre français des Finances, Michel Sapin, à son arrivée à la réunion de l'Eurogroupe, le 6 novembre, au lendemain des révélations «LuxLeaks» *Photo: AFP*

Publié le mardi 2 décembre 2014 à 08:07

(AFP) - La France, l'Allemagne et l'Italie réclament une directive européenne contre l'optimisation fiscale qui pourrait être proposée avant la fin de l'année, dans une lettre au commissaire européen chargé des Affaires économiques, Pierre Moscovici.

Dans ce courrier daté du 28 novembre, les ministres des Finances français, Michel Sapin, et allemand, Wolfgang Schäuble, ainsi que le ministre de l'Economie italien, Pier Carlo Padoan, soulignent la nécessité d'une harmonisation fiscale entre les Etats européens et demandent notamment la mise en place de registres facilitant l'identification des bénéficiaires de sociétés-écrans et des mesures contre les juridictions favorisant l'optimisation fiscale et les "montages inappropriés" permettant un avantage fiscal.

"Nos citoyens et nos entreprises attendent de nous que luttons contre les phénomènes d'évitement de l'impôt et d'optimisation. C'est notre devoir commun d'y répondre en veillant à ce que chacun acquitte ce qu'il doit dans l'Etat où il réalise des profits", insistent-ils.

Les demandes des ministres interviennent dans le sillage du dernier G20, qui s'est tenu en novembre en Australie. Le G20 avait appelé à achever le chantier de la lutte contre l'optimisation fiscale en "2015, y compris (en parvenant à) la transparence sur les rescrits fiscaux considérés comme des pratiques néfastes".

Les trois ministres entendent aller vite

La pratique du "tax ruling" ou rescrit fiscal permet à une entreprise de demander à l'avance comment sa situation sera traitée par l'administration fiscale d'un pays, et d'obtenir certaines garanties juridiques. Certaines multinationales utilisent cette disposition, qui est légale, pour faire de l'optimisation fiscale en répartissant leurs coûts et leurs bénéfices imposables entre plusieurs de leurs branches ou filiales situées dans différents pays.

Elle a été mise en lumière récemment par le scandale du "LuxLeaks", qui révélait l'ampleur des pratiques d'optimisation fiscale au Luxembourg.

Pierre Moscovici a déjà annoncé que la directive européenne sur le sujet serait prête début 2015.

Mais MM. Padoan, Sapin et Schäuble estiment qu'une présentation fin 2014 est possible, pour une adoption par les 28 Etats membres de l'Union européenne d'ici fin 2015.

"Nous avons un marché intérieur fait de libertés, mais sans règles suffisantes. C'est par l'harmonisation que nous trouverons une solution commune pour mettre fin à la sous-imposition et à une concurrence fiscale entre Etats membres, aussi préjudiciable que vaine. L'affaire des +rulings+ montre la nécessité d'agir vite et concrètement", a déclaré à l'AFP Michel Sapin.

Bettel opposé à une harmonisation fiscale

Mais le Premier ministre luxembourgeois s'est dit le 19 novembre [opposé à une harmonisation fiscale en Europe](#) : "Je ne vais certainement pas avancer avec le Luxembourg vers une fiscalité qui est plus haute qu'aujourd'hui. Dire que tout le monde à l'intérieur de l'Union européenne doit avancer vers une fiscalité unique et les mêmes taux d'imposition, ça, je suis contre. C'est une compétence qui est du ressort des Etats membres", avait-il alors affirmé.



Le Grand-Duché paraît peu enclin à la corruption

INDICE DE PERCEPTION

03 décembre 2014 09:00; Act: 03.12.2014 09:25

LUXEMBOURG - Selon un rapport de Transparency International publié ce mercredi, le Luxembourg est perçu comme le 9e pays le moins corrompu du monde. Un rang obtenu avant l'affaire LuxLeaks.



Le Luxembourg est à la 9e place du classement.

Le Luxembourg fait figure de bon élève en ce qui concerne la corruption. Le pays se classe à la 9e place des meilleurs pays du monde. Il progresse de deux places par rapport à l'année 2013, ce qui le fait passer devant le Canada et l'Australie avec un score de 82 sur 100.

Ce bon classement, établi sur base de 175 pays, doit tout de même être relativisé. Le score attribué au Luxembourg a été calculé jusqu'au début de l'année 2014, bien avant l'affaire «LuxLeaks», qui a terni l'image du pays. Transparency International Luxembourg ne peut pas encore mesurer l'impact de ces révélations mais appelle déjà le Luxembourg à plus de transparence sur les pratiques fiscales.

En matière de transparence, le Grand-Duché pourrait prendre exemple sur le Danemark, numéro 1 de ce classement avec 92 points. Pour le reste, l'indice de corruption indique que plus de deux tiers des pays recensés ont obtenu une note inférieure à 50, sachant que plus ils se rapprochent de 0, plus ils sont perçus comme extrêmement corrompus.

(jd/L'essentiel)

LE JEUDI

4 DÉCEMBRE 2014



«La transparence fera vivre la Place»

Maurice Magar / La première année de la coalition gambienne n'a pas été de tout repos. Bilan et perspectives avec Xavier Bettel.

Le Jeudi: «Qu'est-ce qui vous a le plus marqué en 2014?»

Xavier Bettel: «C'était une année d'écoute, d'analyse et de prise de décision. Maintenant, il s'agit d'expliquer aux citoyens pourquoi nous avons pris certaines mesures. 2014 n'a pas été une année facile. On nous dit que la crise est terminée. Or nous constatons que ce n'est pas le cas. La dette publique augmente, le taux de chômage ne baisse pas et les pronostics de conjoncture ont été revus à la baisse.

Cela veut dire que ne rien faire n'est pas une option. Parfois nous étions obligés de courir après les nouvelles, c'est-à-dire que j'ai eu à me justifier sur des sujets que le gouvernement n'avait pas encore évoqués. Mais je suis satisfait du travail de mes collègues et de notre collaboration. Même dans les moments difficiles, nous sommes solidaires.»

Le Jeudi: «Quelles étaient ces décisions?»

X. B.: «Sans aucun doute le paquet d'avenir! Moderniser un pays n'est pas facile. Ce qui me réjouit, c'est que 80% des Luxembourgeois estiment qu'il faut un changement. En revanche, individuellement, ils ont plus de mal à accepter un sacrifice. « Faites quelque chose, mais épargnez-moi! », disent-ils. Il est crucial d'expliquer nos choix. Personne au gouvernement n'est heureux de prendre ces mesures. Mais il faut accepter que le sac à cadeaux de saint Nicolas a rétréci.»

Le Jeudi: «Les partenaires sociaux ont réagi avec colère. Vous leur promettez plus de dialogue. Est-ce une manière de vous racheter pour le manque de concertation?»

X. B.: «Non! Je considère que les 258 mesures du paquet représentent un grand succès. Si j'avais dû consulter tous les partenaires, j'aurais peut-être ficelé un paquet avec une dizaine

de priorités. Un gouvernement doit prendre ses responsabilités. Nous avons reçu un mandat pour faire ce qui est nécessaire. Nous avons repris le dialogue puisque c'est indispensable pour le modèle luxembourgeois.»

Le Jeudi: «Ce modèle est-il en crise? Et votre solution est-elle de rechercher davantage de concertation?»

X. B.: «La réalité est qu'il n'y avait plus aucun modèle ces derniers temps. Plus personne ne s'est parlé durant les trois ou quatre dernières années. Nous avons repris le dialogue et un compromis a été trouvé. Voilà ce qui compte. J'estime également que l'adhésion des syndicats à cet accord est très importante.»

Le Jeudi: «Cela veut-il dire que les partenaires sociaux se retrouveront autour d'une table en été pour l'élaboration du budget 2016?»

X. B.: «J'espère que nous ne devons pas attendre juillet.»

Le Jeudi: «Votre gouvernement a réussi à susciter la colère de presque tous les acteurs de la société. Comment réagissez-vous à ces critiques?»

X. B.: «C'est la preuve que notre paquet est équilibré. Tout le monde est fâché, donc tout le monde est concerné. La pire erreur aurait été de se servir des uns contre les autres. Le patronat, la fonction publique, les enseignants, tout le monde avait des reproches à faire. Nous n'avons pas exclusivement ciblé une partie de la population. Il y donc une solidarité certaine. D'ailleurs, je ne suis pas Premier ministre pour me faire aimer. Je veux des résultats. Les sondages me préoccupent peu, si je ne suis pas réélu, ce n'est pas grave. En revanche, je veux avoir la certitude d'avoir fait ce qu'il fallait.»

«Je reste sur ma faim»

Le Jeudi: «Allez-vous maintenir ce discours lorsque les prochaines élections approcheront?»

X. B.: «C'est un discours que je tiens depuis le début. Dès le départ, j'ai dit que je ne voulais pas être le chouchou des sondages, ce qui a suscité l'hilarité générale puisqu'à l'époque ma cote de popularité était très élevée.

Personne n'y croyait, mais je savais que les gens n'aiment pas entendre la vérité et qu'ils ne m'applaudiraient pas pour mes réformes. Mais je n'ai pas le choix. La situation exige des sacrifices. Les gens doivent le comprendre car, dans un tel environnement, la cohésion sociale et la solidarité sont primordiales.»

Le Jeudi: «L'affaire LuxLeaks a au moins permis de créer une certaine solidarité entre la plupart des partis politiques.»

X. B.: «Ce n'est pas vrai. Du moins, ce n'était pas le cas dès le début. L'attitude du CSV n'était pas responsable. J'attends d'ailleurs toujours des propositions constructives du plus grand parti d'opposition, mais je reste sur ma faim. Il ne suffit pas de bouder, c'est maintenant qu'il faut montrer que nous sommes solidaires et que nous ne nous adonnons pas aux jeux de la politique politicienne.»

Le Jeudi: «Dans le cadre de l'affaire LuxLeaks, Jean-Claude Juncker a proposé un échange automatique sur la fiscalité des entreprises. En même temps, vous vous êtes exprimé contre une harmonisation fiscale. Quelle est votre position?»

X. B.: «L'harmonisation fiscale concerne la TVA ainsi que l'imposition des personnes physiques et des entreprises.

Cela veut-il dire que nous devons abandonner le taux super-réduit sur la nourriture ou les vêtements d'enfants parce qu'il n'existe pas ailleurs? Moi, je m'oppose à une telle évolution. En revanche, je suis d'accord pour créer une fourchette avec un minimum et un maximum en ce qui concerne la fiscalité des sociétés. Nous ne pouvons pas imposer à nos voisins une hausse des impôts. Les taux fiscaux doivent rester une compétence nationale.»

Le Jeudi: «Comment avez-vous perçu les attaques sur le Luxembourg?»

X. B.: «J'ai trouvé cela très moche! Personne ne peut s'imaginer à quel point cela fait mal lorsque les gens croient que le Luxembourg blanchit l'argent du reste de la planète. Les rulings existent dans plus d'une vingtaine de pays de l'Union européenne. De plus, cette affaire est le résultat d'un vol de documents. Et, bien que ces pratiques soient légales, nous recevons des gifles de partout. L'opacité est problématique, la transparence prônée par Monsieur Juncker est une bonne chose.

Nous avons mis fin au secret bancaire, ce qui prouve que nous sommes dans la continuité pour rendre plus transparente la Place financière. Rappelons aussi que les banques n'ont rien à voir avec cette affaire. Les nouveaux standards feront vivre la Place. Si nous nous étions opposés à cela, celle-ci aurait dû mener un combat pour survivre.»

Le Jeudi: «L'argument qu'il y a d'autres pays où ces décisions anticipatives sont pratiquées est-il tenable?»

X. B.: «Non, c'est pour cela que nous sommes d'avis qu'il faut des règles au plan international.»

Le Jeudi: «A part le paquet d'avenir, quelles mesures ont été importantes pour vous?»

X. B.: «Les briefings en direct et en langage des signes après le conseil de gouvernement. La création d'une nouvelle cérémonie pour la fête nationale. La loi omnibus, la loi sur la réforme du Service de renseignement. Si un autre gouvernement avait pris ces décisions les gens se seraient étonnés.»

Le Jeudi: «C'est ce que les gens attendaient de vous...»

X. B.: «Bien sûr, mais ils s'imaginaient aussi que nous allions réaliser l'accord de coalition en un an. Nous avons un mandat de cinq ans. Les attentes sont grandes, mais il faut du temps.»

Le Jeudi: «Vous attendiez-vous à ce que votre travail soit aussi compliqué?»

X. B.: «J'ai déjà occupé des postes à responsabilité; mais en tant que Premier ministre il y a une plus forte pression. J'ai moins de temps pour ma vie privée ou pour le sport, ce que je ressens. C'est pourtant un défi qui me procure beaucoup de satisfaction.»

Le Jeudi: «Quelles sont vos priorités pour 2015?»

X. B.: «Il s'agit d'abord de mettre en œuvre les mesures du paquet d'avenir dans le cadre d'un dialogue serein avec les partenaires sociaux et avec tous les citoyens. Ensuite, il y a bien sûr le référendum qui pose la question de l'avenir de notre pays.

Ce n'est pas une discussion de politique ou de sondages. Je constate aussi que les Luxembourgeois demandent ces consultations. Il faut donc des débats posés et calmes.»

Le Jeudi: «N'est-il pas grand temps pour commencer enfin ces débats publics?»

X. B.: «Le budget sera voté dans deux semaines. Laissez-nous le temps de commencer la campagne pour les référendums en janvier ou en février 2015. Les débats auront lieu à temps.»

Le Jeudi: «Le droit de vote tel qu'il est défini par la question concernera peu de gens. Est-ce voulu afin d'obtenir un large consensus sur ce sujet?»

X. B.: «Nous sommes aussi en train d'améliorer la loi sur la nationalité. D'ailleurs, et je parle en mon nom personnel, j'estime qu'une intégration aboutie passe aussi par l'acquisition de la nationalité. Telle que la question est posée, je n'hésiterai pas une seconde à voter « oui ».

Pas de commission d'enquête sur LuxLeaks

AUJOURD'HUI 07:45 (Mise à jour: Aujourd'hui 07:48) 4.12.2014

Par Alain Ducat



Au Parlement de Strasbourg, tous les partis ne sont pas à l'unisson autour d'une éventuelle commission d'enquête sur la fraude fiscale. (Photo : Licence CC)

La coalition majoritaire au Parlement européen ne soutient pas la demande des Verts d'ouvrir une commission d'enquête sur l'évasion et la fraude fiscales, faisant suite aux LuxLeaks.

La Commission Juncker a annoncé des initiatives pour lutter contre l'évasion et la fraude fiscales. C'est un des multiples avatars de la vague de «révélations» connu sous le désormais fameux terme de «LuxLeaks». Mais le Parlement ne semble pas prêt à emboîter le même pas. En tout cas, les grands partis formant la large coalition majoritaire au Parlement ne souhaitent pas soutenir la demande des partis verts, qui voulaient une commission d'enquête.

À Strasbourg, la consigne de vote a été dotée en ce sens, affirment plusieurs médias européens. Les Verts, soutenus notamment par la gauche radicale, voulaient donner accès à des documents confidentiels ainsi qu'obtenir des ressources financières et en personnel pour mener à bien l'enquête européenne. La mise en place d'une telle commission exige le soutien d'un quart des députés européens. Soit 188 voix. Il manquerait une quarantaine de signatures pour arriver au quota nécessaire.

En outre, si le soutien de principe était acquis, le «cahier de charges» de l'enquête à mener devrait être confirmé par la Conférence des présidents des groupes politiques, puis un vote en

plénière au Parlement devrait encore approuver la mise en place formelle d'une telle commission.

Rapport d'initiative

Ce n'est donc pas gagné, loin de là, puisque les différents groupes politiques ayant soutenu la Commission Juncker ont appelé leurs membres à ne pas valider la demande.

Cependant, les socialistes français se disent intéressés par une commission d'enquête qui ne se limiterait pas aux pratiques du Luxembourg.

Plus généralement, le groupe socialiste, le PPE (de Juncker) et les libéraux jouent la carte d'un «rapport d'initiative» à produire par la commission des Affaires économiques et monétaires du Parlement européen, notamment pour contrer les sorties multiples des «euroseptiques».

INTERNATIONAL/REGIONAL NEWS



WALL STREET JOURNAL

TAKEAWAYS FROM THE OECD REPORT ON FOREIGN BRIBERY

The Organization for Economic Cooperation and Development on Tuesday released its first-ever analysis of anti-bribery on a global scale. The OECD looked at a total of 427 cases, of which 263 were made against individuals and 164 were against entities. “The prevention of business crime should be at the center of corporate governance,” said OECD Secretary-General Angel Gurría, in a statement. Most bribe payers and takers were from wealthy countries and the U.S. was the most active enforcer of anti-bribery law, the OECD found. But there were lots of other interesting takeaways from the report:

2 DEC 2014 11:56AM BY SAMUEL RUBENFELD

1 HIGHER-UPS KNEW, OR WERE OFTEN AT LEAST AWARE, OF THE BRIBERY

In 41% of cases management-level employees paid or authorized the bribe, while the company chief executive was involved in 12% of cases, the OECD found.

2 THREE-FOURTHS OF CASES INVOLVED INTERMEDIARIES

The intermediaries were agents, distributors and brokers in 41% of cases. However, 35% of intermediaries were corporate vehicles, such as subsidiary companies, companies located in offshore financial centers or tax havens, or companies established under the beneficial ownership of the public official who received the bribes, the OECD discovered.

3 BRIBES WERE MOSTLY PAID TO GET PUBLIC PROCUREMENT CONTRACTS

In more than half of the cases, bribes were paid to get a contract for public procurement, the OECD study said. This coincides with another OECD finding: More than a quarter of the bribe recipients were employees of public enterprises, also known as state-owned or -controlled companies.

4 ENFORCEMENT PEAKED IN 2011, FOLLOWED BY A DECLINE

Anti-bribery enforcement steadily increased after 2005, hit a peak in 2011 (with 78 cases concluded that year), dropped considerably in 2012 and leveled off through the end of 2013, the OECD found.

5 MOST CASES RESOLVED THROUGH A SETTLEMENT INVOLVING PENALTIES

Nearly 70% of the cases studied were resolved by way of a settlement, the OECD found, often involving a civil or a criminal fine.. The combined corporate penalty was 1.8 billion euros, the study said. Prison sentences were handed down on 80 individuals, the OECD found.

Mafia Capitale, l'énorme scandale de corruption qui secoue Rome et l'Italie



Au moins 39 personnes sont poursuivies mais libres, dont l'ancien maire (de 2008 à 2013), Gianni Alemanno. Berlusconi, venu le soutenir pendant sa campagne de réélection (ici, en mai 2013), demande aujourd'hui la dissolution du conseil municipal, comme beaucoup d'autres - à l'instar de Beppe Grillo, l'humoriste fondateur du "Mouvement cinq étoiles". (Crédits : Reuters)

Giulietta Gamberini | 09/12/2014, 7:30 - 774 mots

Les carabinieri et la justice ont révélé début décembre l'existence d'une "quatrième mafia" propre à la ville éternelle, qui infiltrait et corrompait l'administration locale. Presqu'une centaine de personnes, dont de nombreux entrepreneurs et des personnalités politiques de droite comme de gauche, sont poursuivies.

Plus de vingt ans après l'opération "Mains propres", qui mena à un changement radical de la politique italienne au début des années 1990, un autre système géant de corruption vient d'être mis à jour par les carabinieri et la procure de Rome. Il s'agit cette fois d'une véritable mafia, selon les gendarmes et le parquet de Rome, infiltrée à tous les niveaux de l'administration locale.

- **La découverte**

"Mafia capitale": ainsi a été dénommée en Italie l'organisation mafieuse originale et autonome dont les carabinieri ont révélé l'existence dans la ville de Rome le 2 décembre. Véritable réseau reliant les milieux de la criminalité, de la politique et des affaires, cette "*organisation évoluée*", hiérarchique et secrète, avait pour but d'obtenir des appels d'offres et des financements publics de la municipalité au profit d'entreprises "amies". Elle s'appuyait à cette

fin sur un *"système de corruption ramifié et documenté"*, selon les autorités : en échange des contrats remportés, étaient versés des pots-de-vin pouvant aller jusqu'à 15.000 euros par mois pendant des années. Parmi ses secteurs d'activité, la gestion des déchets, le ramassage des feuilles mortes, mais aussi l'accueil des immigrants.

- **Les enjeux**

L'enquête montre que, dans la ville de Rome, opérait, à côté des trois mafias traditionnelles (mafia sicilienne, camorra napolitaine et 'ndrangheta calabraise), une quatrième organisation autochtone. Malgré une capacité militaire sans doute inférieure, elle était, contrairement à toute attente, la plus dangereuse, car la plus enracinée, invasive et redoutée.

Si, selon le procureur de Rome Giuseppe Pignatone, *"certains proches de l'ancien maire [de droite] de Rome [Gianni Alemanno] étaient des membres à plein titre de l'organisation mafieuse et ont participé à des épisodes de corruption"*, les hommes de la mafia en question bénéficiaient de contacts diversifiés : ils *"étaient tranquilles"*, que ce soit la droite ou la gauche qui gagne les élections.

- **Le leader**

L'alliance, ancienne, trouverait ses origines dans *"un lien historique [du monde criminel] avec certains membre de l'extrême droite romaine, dont certains sont devenus des politiques ou des dirigeants publiques"*, analysent les carabinieri qui ont effectué l'enquête. A la tête de l'organisation mafieuse se trouvait notamment, selon les enquêteurs, un ancien terroriste néo-fasciste, Massimo Carminati, déjà connu pour être également impliqué dans des formes de criminalité organisée.

- **Les personnes concernées**

Elles sont une trentaine à avoir été emprisonnées au titre de la détention provisoire (parmi lesquelles Massimo Carminati), et presque une dizaine à être détenues à domicile. Les chefs d'accusation sont aussi lourds que multiples: association de malfaiteurs, extorsion, corruption, blanchiment...

Au moins trente-neuf personnes sont poursuivies mais libres, dont l'ancien maire (de 2008 à 2013) Gianni Alemanno ainsi que d'autres personnalité politiques de droite comme de gauche, anciennement ou toujours impliquées dans la gestion de la municipalité ou de la région. Une photographie du ministre du Travail du gouvernement Renzi, Giuliano Poletti, où il apparaît aux côtés de quelques pointes de l'organisation, a défrayé l'opinion publique.

- **Les conséquences**

Un certain nombre de personnes poursuivies ont démissionné de leurs postes. Le "Mouvement cinq étoiles" fondé par l'humoriste Beppe Grillo a demandé au préfet de dissoudre le Conseil municipal de Rome. Les appels d'offres de la ville et de la région sont en train d'être passés au peigne fin et une réorganisation de l'administration municipale a été annoncée par le maire actuel, Ignazio Marino.

Le Premier ministre Matteo Renzi a confié l'administration de la section romaine du Parti démocrate, auquel il appartient, à un commissaire, afin qu'il la refonde. Il a aussi promis une *"opération de transparence on line"* sur la gestion de l'argent public.

- **L'enquête**

Des perquisitions ont par ailleurs été effectuées par les carabinieri non seulement au domicile des prévenus, mais aussi dans certains bureaux de la ville ou de la région. Une saisie de biens d'une valeur de 204 millions d'euros a été ordonnée. Et *"l'enquête ne se termine pas aujourd'hui"*, a mis en garde début décembre le procureur de Rome.

Commencée en 2012, l'opération a été baptisée "terre du milieu" ("Terra di mezzo"), pour évoquer ce lieu où se rencontrent le monde "d'en haut" - des riches - et celui "d'en bas" - de la criminalité -, selon les termes du leader Carminati lui-même. Dans une conversation téléphonique enregistrée par les enquêteurs, celui-ci expliquait en effet que le monde des riches, lui aussi, attend que celui des criminels fasse quelque chose pour lui...

New Leak Reveals Luxembourg Tax Deals for Disney, Koch Brothers Empire

By [Alison Fitzgerald](#) and [Marina Walker Guevara](#)

December 9, 2014, 4:00 pm

KEY FINDINGS

- Pepsi, IKEA, AIG, Coach, Deutsche Bank, Abbott Laboratories and nearly 340 other companies have secured secret deals from Luxembourg that allowed many of them to slash their global tax bills.
- PricewaterhouseCoopers has helped multinational companies obtain at least 548 tax rulings in Luxembourg from 2002 to 2010. These legal secret deals feature complex financial structures designed to create drastic tax reductions. The rulings provide written assurance that companies' tax-saving plans will be viewed favorably by Luxembourg authorities.
- Companies have channeled hundreds of billions of dollars through Luxembourg and saved billions of dollars in taxes. Some firms have enjoyed effective tax rates of less than 1 percent on the profits they've shuffled into Luxembourg.
- Many of the tax deals exploited international tax mismatches that allowed companies to avoid taxes both in Luxembourg and elsewhere through the use of so-called hybrid loans.
- In many cases Luxembourg subsidiaries handling hundreds of millions of dollars in business maintain little presence and conduct little economic activity in Luxembourg. One popular address – 5, rue Guillaume Kroll – is home to more than 1,600 companies.
- A separate set of documents reported on by ICIJ on Dec. 9 expanded the list of companies seeking tax rulings from Luxembourg to include American entertainment icon The Walt Disney Co., politically controversial Koch industries and 33 other firms. The new files revealed that alongside PwC tax rulings were also brokered by Ernst & Young, Deloitte and KPMG, among other accounting firms.

A new leak of confidential documents expands the list of big companies seeking secret tax deals in Luxembourg, exposing tax-saving maneuvers by American entertainment icon The Walt Disney Co., politically controversial Koch Industries Inc. and 33 other companies.

Disney and Koch Industries, a U.S.-based energy and chemical conglomerate, both created tangles of interlocking corporations in Luxembourg that may have helped them slash the taxes they pay in the U.S. and Europe, according to the [documents](#) obtained by the International Consortium of Investigative Journalists.

Widespread corporate use of tax maneuvers akin to these, in tax shelters the world over, are estimated to cost the U.S. treasury billions annually. They increase profits and benefit

shareholders at the expense of the companies' home countries and other places where they do significant business.

ICIJ obtained the [Disney](#) and [Koch](#) tax documents as part of a [trove of information](#) that details big companies' complex financial maneuvers through subsidiaries in Luxembourg. ICIJ received these documents last month, soon after publishing an earlier set of leaked documents detailing the Luxembourg tax deals negotiated by [FedEx, Pepsi, IKEA and 340 other](#) globe-spanning companies.

Other companies appearing in the newest leaked files include Hong Kong-based conglomerate Hutchison Whampoa, private equity firm Warburg Pincus, and Internet phone giant Skype. One of the Skype files relates to a restructuring in which Internet mega-marketer eBay sold a controlling stake in Skype to private investors. Skype, based in Luxembourg, is now a division of Microsoft.

"Microsoft adheres carefully to the laws and regulations of every country in which we operate," the company said in an emailed statement.

The [first set](#) of Luxembourg tax deals, published by ICIJ and its media partners on Nov. 5, was arranged through the accounting giant PricewaterhouseCoopers. The latest set of documents reveal that the aggressive tax structures are being brokered not only by PwC but also by Luxembourg-based law and tax firms and the other "Big 4" accounting firms: Ernst & Young, Deloitte and KPMG.

Since the first wave of stories was published by a team of more than [80 journalists around the world](#), ICIJ's "[Lux Leaks](#)" investigation has sparked swift [condemnation and calls for reform](#) in Europe. In the wake of the revelations, Jean-Claude Juncker, the new president of the European Commission, who was prime minister of Luxembourg while many of the controversial tax policies were enacted, [survived a no-confidence vote](#) in the European Parliament but saw his leadership questioned.

Juncker has firmly maintained that his home country's tax practices are legitimate but also admitted after the "Lux Leaks" publications that the system was "not always in line with fiscal fairness" and may have breached "[ethical and moral standards](#)."

Ernst & Young, KPMG, PwC and Deloitte have all declined to answer detailed questions regarding the tax agreements and instead cited their global codes of conduct requiring that their employees comply with the law and behave ethically.

"EY professionals provide independent tax advice to clients in accordance with national and international law," Ernst & Young spokesman Will Brewster said in a statement emailed to ICIJ. "This includes advice on compliance with tax regulations in the territories in which they operate."

Ernst & Young's role

The Disney and Koch files show that both companies, advised by Ernst & Young, engineered complex restructurings that reorder the ownership of many subsidiaries and centralize them under Luxembourg companies that are all served by internal corporate finance companies, akin to a company's own bank. These internal lenders received interest from affiliated companies channeling hundreds of millions of dollars in profits through Luxembourg between 2009 and

2013 and paid little tax. In some years, the two parent companies' Luxembourg subsidiaries enjoyed tax rates of less than 1 percent.

“Professional standards, as well as privacy laws, require that EY safeguards confidential client information. We take these obligations very seriously and are therefore unable to comment on individual cases,” Brewster, of Ernst & Young, said in the statement.

“When the money arrives in Luxembourg, taking advantage of an agreement between countries that assumes it will be taxed in Luxembourg, it goes in one of these unusual structures ... and it's not taxed very much at all,” Richard Brooks, a former tax inspector in the U.K. and author of *The Great Tax Robbery*, said about these types of arrangements. Brooks was not speaking about Disney and Koch specifically.

It's impossible to determine exactly how Disney's and Koch Industries' Luxembourg tax deals affected the companies' U.S. tax bills without seeing their confidential filings to the U.S. Internal Revenue Service.

Several experts consulted by ICIJ, however, said the Luxembourg subsidiaries could help both companies move profits outside the U.S. to lower-tax jurisdictions.

Both sets of “Lux Leaks” files detail [confidential tax rulings](#) — also known as “advance tax agreements” or “comfort letters” — from Luxembourg officials that assure companies they will get favorable treatment for their tax-saving maneuvers. The newest leaked documents involve tax deals presented to Luxembourg authorities between 2003 and 2011.

Luxembourg's tax deals are legal within its borders, but may be subject to challenges if tax authorities in other countries view them as allowing companies to avoid paying their fair share of taxes to them. Under the U.S. tax code, a transaction that cuts a company's tax bill must have a true business purpose or the IRS can disallow the tax benefit.

“Americans are sick and tired of big corporations arranging sweetheart deals with tax havens to dodge their U.S. tax obligations,” said U.S. Senator Carl Levin, D-Mich., who has led investigations and held hearings into corporate tax avoidance, including by Apple and Caterpillar. “It is unfair and unaffordable to let another year pass without eliminating the unjustified corporate tax giveaways that force everyone else to pick up the tab for government services.”

The European Union has been investigating tax deals provided to companies that have established footholds in Ireland, the Netherlands and Luxembourg to see if these countries' tax deals gave the companies impermissible “state aid” under European Union law.

In the past 15 years Luxembourg has become a hub for some of the world's largest brands — big companies attracted by rulings that allow them to reduce the Central European duchy's corporate income tax rate of 29 percent to little more than zero through financial maneuvers blessed in advance by Luxembourg tax officials. Internal company banks are one way corporations shift profits to Luxembourg in the form of interest payments on intra-company loans. Another way is through royalty payments on intellectual property, which enjoy an 80 percent tax exemption in Luxembourg.

A spokesman for Luxembourg's Finance Ministry defended the tax ruling practice, saying it's not unique to his country. Any problem stems from the interaction of tax regimes in multiple countries.

Such interplay “can currently lead to a significant reduction of a company’s tax or even no taxation at all.” While legal, its “legitimacy is put in doubt from an ethical point of view,” he said.

A tax-savings fairyland

Disney and Koch Industries’ Luxembourg structures differ in their specifics, but show common threads.

The Disney tax scheme is [laid out in a 34-step advance tax agreement](#) proposed in October 2009 by Ernst & Young. The document shows the corporate parent of Mickey Mouse moving money in circles across the globe while transforming it from cash to debt to equity and back. The copy of the ruling obtained by ICIJ does not bear the stamp of approval of the Luxembourg tax authority. Yet ICIJ was able to verify that the actions outlined in the document took place based on the company’s public filings in Luxembourg.

Disney’s Luxembourg offices are set up in a way that could allow the entertainment giant to move profit away from countries with high corporate taxes like France and Germany.

Disney’s Rube Goldberg-like series of equity transfers gathered ownership of at least 24 of its subsidiaries in France, Italy, Germany, the U.K., Australia, the Cayman Islands and the Netherlands under the umbrellas of two newly created companies in Luxembourg, the new documents show.

At the center of the new structure is a third company, a finance arm initially called Wedco Participations SCA.

The internal bank made loans to many of the subsidiaries at high interest rates, draining profits from those companies that were often in high-tax countries back to Luxembourg in the form of interest payments. In addition, a Cayman Islands subsidiary, which legally owns at least 16 Disney companies in Europe and Australia, sent its profits to Luxembourg in the form of annual dividends.

The Luxembourg internal lender, whose name was later changed to Wedco One (Luxembourg) S.à.r.l. Participations SCA, reported profits for the four years ending September 2013 of more than €1 billion and paid €2.8 million in income tax in Luxembourg, according to the company’s public accounts reviewed by ICIJ. That works out to a tax rate of just over a quarter of 1 percent.

The documents show Disney used this internal bank as an intermediary for two loans totaling €75 million to its French subsidiary, Walt Disney International, France, SAS. Disney charged Wedco Participations just 0.42 percent interest; Wedco went on to charge Disney’s French subsidiary 5.7 percent.

The transaction may have allowed Disney to reduce its French taxes because the French company paid more than €16 million in interest to the Luxembourg company from 2009 through 2013. Further, Disney received so little in interest payments from Wedco that it would have incurred little tax on its U.S. interest income from the transaction.

Loans worth €717 million to two of Disney’s U.K. subsidiaries generated €181 million in interest payments, while a €12 million loan to The Disney Store Netherlands generated €495,000 in interest. The Cayman Islands company returned €837 million in dividends to Luxembourg.

Disney's tax agreement also lays out a series of tax-free "hidden capital contributions" from other Luxembourg subsidiaries to the finance company, totaling more than €650 million.

Disney also set up a U.S. branch of the Luxembourg-based internal lender, at Disney's headquarters in Burbank, California. Brooks said the U.S. branch likely pays no tax on its transactions, because of a loophole in the U.S. tax code where, at the request of the parent company, the IRS can ignore certain subsidiaries for tax purposes.

If so, "it is U.S. tax being avoided as this is ultimately investment from the U.S. being routed through Luxembourg for tax purposes," said Brooks, who was hired by ICIJ to review some of the documents.

All together, the three Disney companies established by the tax deal crafted by Ernst & Young recorded more than €2.8 billion in profits from 2009 through September 2013, yet they share a grand total of one employee, according to the tax agreement.

They are located in a residential building in Luxembourg with two additional Disney subsidiaries. On the group's letter box, the name of Disney CIS Holdings S.à.r.l., a firm created in 2011, had been added by a handwritten notation on a piece of masking tape.



When a reporter from ICIJ partner [MO*](#) Belgium visited, a man opened the door and introduced himself as director of the five companies. "Now you can see that we really are present here. There is substance," said the man, a Belgian citizen who declined to give his name.

"We use a large apartment on the ground floor as our office," he said. "There's not need for a lot of personnel. A qualified person with a full-time job can manage those five holding companies. And all the accounting and board meetings happen in Luxembourg." He declined to answer specific questions about Disney's Luxembourg business or about the 2009 advance tax agreement.

"Our global effective tax rate has averaged 34% for the past 5 years and 35% in the most recent year," said Zenia Mucha, Disney's spokeswoman in the U.S. "We manage our tax affairs responsibly and aim to fully comply with all applicable tax rules. Your assertions are not based on an accurate understanding of our global tax position." She did not respond to a dozen detailed questions emailed to the company and did not specify what she saw as inaccuracies.

It's unclear if Disney has brought any of its Luxembourg profit back to the U.S., where it would be taxed at the corporate rate of 35 percent. Disney reported in its [2014 earnings report](#) that it was

holding \$1.9 billion in foreign earnings overseas and estimated that the U.S. tax liability if it brought that income home would be \$377 million.

The \$377 million, a fraction of Disney's operations worldwide, would still boost its total global tax bill by more than 10 percent. The company reported in its 2014 financial statement that it paid \$3.1 billion in U.S. federal and state income taxes and \$600 million in foreign taxes.

Project Snow

Koch's Luxembourg transactions revealed by the new documents involved its chemicals and polymers subsidiary Invista BV, which makes Lycra-brand fiber and Stainmaster-brand carpets.

The [Koch documents](#), also prepared by Ernst & Young, describe "[Project Snow](#)," a 26-step restructuring of Invista designed, they say, to simplify the company's structure, centralize its cash flow into Luxembourg, and pay down debt.

The restructuring was worked out in a series of four meetings in late 2008 and early 2009 between Ernst & Young employees and Marius Kohl, head of the Bureau d'imposition Sociétés VI, part of Luxembourg's revenue authority, according to the tax ruling. Kohl, now retired, approved thousands of tax deals over 22 years that helped save companies billions of dollars.

The documents show that in the restructuring, which took place starting in September 2008, the subsidiaries of Invista passed hundreds of millions of dollars back and forth, converting shares to debt and occasionally dissolving firms. Tax-free "hidden distributions" among subsidiaries are just one type of head-spinning transaction included in the confidential tax ruling approved by Luxembourg authorities. Another section describes a \$736 million loan that gets passed from company to company until a U.S.-based subsidiary becomes "both the debtor and creditor of the same debt," and the debt is canceled.

Each step in the tax ruling includes a separate interpretation of how it will impact the company's taxes in Luxembourg. In most instances, the transactions are exempt.

Central to Koch's restructuring deal is an internal company bank, Arteva Europe S.à.r.l., which manages the cash flows of the company's European operations through Luxembourg. Arteva had established a Swiss branch that likely benefited from low tax rates in Switzerland. Luxembourg officials agreed to treat the Swiss branch as separate from the Luxembourg company, according to the tax deal.

From 2010 through 2013 the company paid \$6.4 million in taxes on \$269 million in profits. Its highest annual tax rate was 4.15 percent.

Arteva reported no staff costs in its annual financial reports filed in Luxembourg. In Switzerland, Arteva's branch shares an address in Zurich with a firm called Tax Partners AG, whose principals are also listed in public filings as the deputy branch managers of Arteva, according to reporting by ICIJ partner, *The Guardian*. The branch manager of Arteva Switzerland describes himself on the web site LinkedIn as "tax director, Europe" for Koch International Shared Services.

"Like all Koch companies, Invista conducts its business lawfully, and pays its taxes in accordance with applicable laws," said Rob Tappan, director of External Relations for Koch Companies Public

Sector. The company declined to respond to detailed questions about its Luxembourg operations.

Koch says Invista is headquartered in the United States. However, U.S. and other operations are owned by a holding company incorporated in the Netherlands, a low-tax country, where it reports financial results.

The Invista offices are located in a modern office building in Luxembourg in a suite with other Koch companies. A sign on the glass front says Koch Business Solutions — Europe S.à.r.l. The building is home to more than 670 active businesses, according to an ICIJ analysis of Luxembourg's corporate registry as of September 2014.

No one responded when a reporter rang the bell at the office, and two workers who were leaving declined to say how many people work there and what they do.

[Koch Industries](#) is the second-largest privately owned company in the United States, according to Forbes, and it is not required to report its financial information in the U.S., so it's impossible to know how much tax it has paid here. The company bought Invista from DuPont in 2003 for \$4.4 billion and combined it with KoSa, the Koch subsidiary that produced polyester and nylon fibers. It incorporated the new company in the Netherlands.

Koch Industries immediately began paying down Invista's debt, according to reports from Moody's. By 2010, Koch Industries had contributed \$350 million to Invista, and by 2011, Koch had helped the company repay an additional \$720 million, leaving Invista debt-free, Moody's said.



Owners Charles and David Koch have been in the center of political controversy in recent years as they've sought to use their money and connections to elect Republican political candidates who are sympathetic to their libertarian beliefs.

Koch Industries admitted in 2011 that one of the key companies in its Luxembourg holdings, Invista S.à.r.l., had [funneled a dozen illegal campaign contributions](#) to state political candidates in Virginia, Delaware and Kansas and to the U.S. Democratic Governors Association. The company agreed to pay a fine of \$4,700.

In its submission to the Federal Election Commission the company said that "the violations resulted from a general lack of knowledge among company personnel of either the nature of Invista's legal structure or of the restrictions that applied to it as a foreign company."

The Kochs and their network of big-money donors and politically active nonprofit groups raised more than \$400 million in an unsuccessful effort to thwart President Barack Obama's bid for re-

election in 2012. They were back this year, supporting Republicans' successful bid to gain control of the U.S. Senate.

The Center for Responsive Politics [calculated](#) that David Koch and his wife Julia contributed at least \$2.4 million to political candidates and groups during the 2014 election cycle, while Charles Koch and his wife Elizabeth contributed about \$2.3 million. Each of the brothers, through trusts, [contributed \\$2 million](#) to the nascent Freedom Partners Action Fund super-political action committee.

'Check-the-box' loophole

Disney and Koch may be benefiting from a loophole in the U.S. tax code that allows them to tell the U.S. government to ignore the existence of a multitude of subsidiaries and look only at the corporation's foreign parent at tax time. The so-called check-the-box provision allows companies to bypass a rule that would normally require foreign subsidiaries to pay U.S. taxes every time money flows from one subsidiary to another.

"We actually facilitate international tax avoidance with policies like check-the-box," said [Kimberly Clausing](#), an economics professor at Reed College in Portland, Oregon, who specializes in multinational corporate taxation. While such provisions are bad policy, she said, "it's not really wrong for the firms to make use of them."

In 2009, President Obama [included check-the-box](#) in a list of tax loopholes he wanted to eliminate. Documents prepared by his administration at the time claimed that getting rid of check-the-box would raise an additional \$86 billion in ten years in U.S. taxes, the most of the more than 25 business tax proposals in the president's plan.

Businesses mounted an aggressive lobbying campaign to protect their loophole and the proposal was dropped in less than a year.

The tactic is one of a handful of tax strategies U.S. companies employ to move their profits to low-tax countries from the U.S., where the statutory corporate rate is 35 percent.

"Americans are sick and tired of big corporations arranging sweetheart deals with tax havens to dodge their U.S. tax obligations" - Sen. Carl Levin

Companies also use a strategy called cost-sharing, where they attribute some of the costs of developing new products to foreign subsidiaries, according to [Stephen Shay](#), a professor of practice at Harvard Law School and a former international tax official at the U.S. Treasury. That way they can attribute the profits from those products, or the licensing of trademarks and patents, to the company outside the U.S.

The strategy ends up locking corporate profits outside the U.S., because companies have to finally pay the tax if they bring the cash home. That may be why Disney is leaving \$1.9 billion abroad.

According to Bloomberg, U.S. companies in the S&P 500 have [\\$1.95 trillion in profits stashed overseas](#). They have lobbied for a temporary reduction in the corporate tax rate on dividends from those profits, or a so-called repatriation holiday.

Clausing estimates that companies shifting profits to low-tax countries rather than booking them where they are actually earned costs the U.S. between \$57 billion and \$90 billion a year.

U.S. companies appear to be taking full advantage.

Multinational corporations based in the U.S. have booked 6.1 percent of their foreign profits in Luxembourg while recording only 0.6 percent of sales in the Duchy, according to Clausing, who based her calculations on data from the U.S. Bureau of Economic Analysis. The same companies have only one-tenth of one percent of their foreign employees based in Luxembourg.

Clausing said, in discussing corporations in general and not Disney and Koch specifically, “There’s obviously a lot of lying going on, mischaracterization of what’s really happening.”

Prime architects

Global accounting and tax advisory firms, including Ernst & Young, are prime architects of the inventive profit-shifting strategies that allow multinational companies to cut taxes via the Grand Duchy and other low-tax jurisdictions.

The [Big 4 firms’ role](#) in boosting international tax avoidance has come under increasing scrutiny over the past decade. KPMG, for example, paid \$456 million as part of a deferred prosecution agreement with U.S. authorities to settle charges that the firm had set up sham offshore shelters that allowed its clients to generate at least \$11 billion in paper losses that cost the U.S. Treasury \$2.5 billion. Earlier this year, a U.S. Senate investigation found the PwC tax advisors used legal loopholes to help heavy equipment maker Caterpillar Inc. cut its U.S. tax bill by \$2.4 billion by shuffling paper profits from the U.S. to Switzerland.



Both Ernst & Young and PwC have been investing in their operations in Luxembourg.

Ernst & Young’s office in the Grand Duchy brought in \$153 million in revenues in the year ended June 30, led by growth in its tax business, and is planning to hire 350 new employees by June 2015. PwC meanwhile [held a grand opening](#) for its 320,000-square-foot Luxembourg office building at a ceremony in late November in which Prime Minister Xavier Bettel and Finance Minister Pierre Gramegna gave speeches. With the “Lux Leaks” scandal still making headlines in Europe, PwC [rescinded reporters’ invitations](#) to the event.

These investments may be at risk after the document leaks that have exposed how Luxembourg officials and global tax firms cooperate to help companies avoid paying the taxes in the countries where they truly operate.

The European Commission is already investigating the legality of tax rulings obtained by [Amazon](#) and [Fiat](#) in Luxembourg and by [Apple](#) and [Starbucks](#) in Ireland and the Netherlands. Luxembourg is expected to adopt changes that it says will make tax rulings more transparent. Under a proposed new law, corporate rulings would have to be approved by a commission rather than a single official.

Now the new EU Competition Commissioner Margrethe Vestager has said her team will [review the tax rulings](#) leaked to ICIJ.

“We consider the Luxembourg leaks as market information,” she said at a recent press conference. “We will examine it and evaluate whether or not this will lead us to opening new cases.”

Contributors to this story: [Simon Bowers](#), [Kristof Clerix](#), [Emilia Díaz-Struck](#), [Rigoberto Carvajal](#), [Mar Cabra](#), [Minna Knus-Galán](#), [Bastian Obermayer](#), [Lars Bové](#) and [Jan Kleinnijenhuis](#)

L'OCDE ACTE LES PROGRÈS DU Luxembourg

Pascal Saint-Amans, le «Monsieur antifraude fiscale» à l'OCDE, a rencontré hier le Premier ministre et le ministre des Finances. La situation du Luxembourg en matière de transparence devrait être réévaluée.

12.12.2014



Pascal Saint-Amans (à g.), directeur du Centre de politique fiscale de l'OCDE, a rencontré Pierre Gramegna hier. (Photo : François Aussems)

Au lendemain de LuxLeaks 2, le responsable de l'OCDE est venu, sinon blanchir le Luxembourg, au moins confirmer ses progrès “considérables” en matière de transparence fiscale et acter son “soutien actif” dans l’élaboration par l’OCDE d’un plan international de lutte contre l’optimisation fiscale des multinationales.

Hasard du calendrier ou opération de communication après LuxLeaks ? Pascal Saint-Amans, directeur du Centre de politique et d’administration fiscales à l’OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), est venu hier à Luxembourg à l’invitation du Premier ministre et du ministre des Finances. Cette rencontre d’une heure a consisté en un “tour d’horizon de la problématique de la taxation au niveau international”, retrace Pierre Gramegna.

Premier point : la transparence. Avec les Seychelles, Chypre et les îles Vierges britanniques, le Luxembourg est aujourd’hui jugé “non conforme” par le Forum mondial de l’OCDE sur la

transparence et l'échange d'informations à des fins fiscales, qui rassemble 123 pays. Nouvelles lois, circulaires, nouvelles pratiques : les progrès réalisés par le Grand-Duché au cours de la dernière année sont "vraiment massifs et rapides", constate Pascal Saint-Amans. "Il y a eu des changements lourds et profonds. Quasiment toutes les recommandations qui avaient été identifiées ont fait l'objet d'un traitement. Le réseau de conventions fiscales a notamment été élargi, avec près de 100 pays couverts désormais".

Des progrès tels que le secrétariat du Forum a demandé à ses membres de lancer un nouveau rapport pour réévaluer la situation du Luxembourg. Cette demande sera examinée le 24 décembre et, en cas de réponse positive, le rapport sera rendu mi-2015. "On est vraiment en train d'aller vers la fin du secret bancaire au niveau mondial, se félicite Pascal Saint-Amans. Très peu de pays, comme le Panama, ne jouent pas le jeu. Toutes les places financières vont dans cette direction", y compris la Suisse qui reste malgré tout parmi les douze très mauvais élèves, derrière le Luxembourg.

Second point abordé hier : le soutien du Luxembourg dans la lutte contre l'optimisation fiscale agressive des multinationales. Un sujet brûlant après les révélations sur les tax rulings – décisions fiscales anticipées – du Luxembourg. Depuis un an, l'OCDE a élaboré un plan d'action dénommé BEPS (érosion des bases fiscales et transferts des bénéficiaires), associant "44 pays qui représentent 90 % de l'économie de la planète". Ce plan propose quinze mesures qui devront ensuite être transposées par les gouvernements. Cela prendra donc du temps.

> **"Tuer le caractère nocif des rulings"**

L'objectif est de "changer le cadre de la fiscalité internationale afin que les profits des entreprises soient effectivement taxés là où les activités sont réalisées", et non pas via de simples boîtes aux lettres même si cela était légal, comme l'a si bien mis en lumière l'affaire LuxLeaks. "Le problème des rulings, c'est lorsque la sécurité juridique qu'ils offrent se fait au détriment de la base taxable d'autres pays", rappelle Pascal Saint-Amans.

L'action 5 du plan BEPS, souligne-t-il, prévoit la transparence via "l'obligation d'échanger spontanément l'information" sur ces rulings susceptibles de léser d'autres pays. "Ce principe fait l'objet d'un accord, validé par le G20 à Brisbane, et permettra de tuer le caractère potentiellement toxique de certains rulings", assure Pascal Saint-Amans, soulignant la "très bonne coopération" du Luxembourg sur le sujet puisque le Grand-Duché figure parmi les premiers pays à l'avoir validé politiquement. Idem sur la question des "patent box", ces régimes de taxation préférentielle sur les revenus de la propriété intellectuelle : le Luxembourg a "rejoint le consensus" quant à une taxation des bénéficiaires là où ils sont générés.

"Le Luxembourg soutient l'ensemble des initiatives de l'OCDE dans le domaine BEPS et sur la problématique des rulings. Nous y participons de manière proactive depuis le début, en favorisant la voie OCDE s'agissant d'une problématique mondiale", confirme le ministre des Finances, Pierre

Gramegna, qui qualifie de “complémentaire” la future directive européenne sur l’échange automatique des rulings, attendue début 2015.

> “Les taux d’imposition des sociétés baisseront”

“C’est la combinaison des règles nationales des uns et des autres, couplées aux conventions internationales, qui peut aboutir à ce que des entreprises internationales paient peu ou pas d’impôts. C’est légal, mais ce n’est pas acceptable d’un point de vue éthique”, a répété Pierre Gramegna. Selon Pascal Saint-Amans, le plan BEPS vise justement à faire disparaître ces “poches de non fiscalité”, héritées des “déficiences d’un système fiscal international développé dans les 1920 par la Société des nations et qui n’a pas assez évolué ensuite”. Des “interstices entre les souverainetés” dont ont profité les multinationales, mais aussi “les petites économies ouvertes”, avec plus ou moins de zèle (d’où les attaques récentes contre le Luxembourg), pour “devenir très attractives”.

Si les règles du jeu changent, Pascal Saint-Amans veut croire que les taux d’imposition sur les sociétés baisseront dans tous les pays, ce qui favorisera la compétitivité et la croissance. “Ces changements modifieront la façon de calculer les impôts dans un pays par rapport à un autre. Il faudra en tenir compte dans la réforme fiscale”, commente Pierre Gramegna. Il y a encore du chemin, mais les intentions sont là.

De notre journaliste Sylvain Amiotte



LuxLeaks: «J'ai agi par conviction, la cohérence était d'assumer»

RENAUD LECADRE 14 DÉCEMBRE 2014 À 19:59



Le Luxembourg, au cœur du scandale «LuxLeaks», n'est pas le seul pays à bénéficier de l'optimisation fiscale des entreprises. (AFP)

INTERVIEW

«Libération» a recueilli en exclusivité le témoignage du Français Antoine Deltour, mis en examen vendredi pour avoir diffusé des documents sur l'optimisation fiscale des multinationales au Luxembourg.



Antoine Deltour, âgé de 28 ans, est un ancien auditeur du cabinet PricewaterhouseCoopers (PWC). Il a été mis en examen vendredi par la justice luxembourgeoise pour «violation du secret des affaires». Soupçonné

d'être à l'origine du [LuxLeaks](#) – la divulgation de centaines d'accords permettant aux multinationales de pratiquer l'évasion fiscale –, il explique le sens de sa démarche.

En juin, cinq mois avant le LuxLeaks, vous êtes placé en garde à vue en France, sur commission rogatoire internationale de la justice luxembourgeoise.

PWC avait porté plainte dès juin 2012, suite à l'émission Cash Investigation, sur France 2. J'ai souhaité tout raconter lors de mon audition vendredi devant un juge luxembourgeois, dans une atmosphère tout à fait cordiale. Compte tenu de ma démarche, la cohérence était évidemment d'assumer.

Etes-vous à l'origine de tout ?

Depuis le départ, j'ai agi par conviction, pour mes idées, pas pour apparaître dans les médias. Je suis juste l'élément d'un mouvement plus général. Dans LuxLeaks 1 (rafale de publications dans la presse le 6 novembre), sont mentionnés plusieurs documents internes postérieurs à mon départ de PWC. Je ne suis donc pas seul. Dans LuxLeaks 2 (une deuxième rasade début décembre), il est question de dossiers pilotés par les autres membres du big four [de l'audit financier] : Deloitte, KPMG, Ernst & Young.

Tout se focalise pourtant sur vous.

Je le regrette, non pas seulement pour moi. Il est injuste que le Luxembourg soit le seul pays cloué au pilori, qu'un seul cabinet d'audit soit pointé du doigt, car ces pratiques sont systémiques. Je n'aime pas trop le terme d'optimisation fiscale, un euphémisme, car il s'agit de planification fiscale agressive mise en place par certains Etats, de stratégies complexes pratiquées à échelle industrielle par certains cabinets. La régulation sera toujours en retard sur l'ingénierie financière, alors que l'évaporation de recettes fiscales devient cruciale en temps de crise. Les répercussions politiques du LuxLeaks sont pour moi inespérées : il va être enfin question d'une harmonisation des bases fiscales en Europe.